

Note de Konrad Adenauer sur son projet d'union franco-allemande (21 mars 1950)

Légende: Le 21 mars 1950, Konrad Adenauer revient sur son interview du 7 mars avec le journaliste américain Kingsbury-Smith dans laquelle il avait proposé une union entre la France et la République fédérale d'Allemagne (RFA). Le chancelier allemand considère la réconciliation franco-allemande comme élément essentiel pour la reconstruction de l'Europe de l'Ouest.

Source: PA AA, [s.l.]. B10 (Abteilung 2). Bd.573.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/note_de_konrad_adenauer_sur_son_projet_d_union_franco_allemande_21_mars_1950-fr-bef28c41-7c54-4ca4-86b8-708473c73b11.html



Date de dernière mise à jour: 20/03/2023

Note de Konrad Adenauer sur sa proposition d'union entre la France et l'Allemagne (21 mars 1950)

Ma proposition d'union entre la France et l'Allemagne a été diversement accueillie.

Elle l'est en France en partie, en Allemagne en partie, en Angleterre avec réticence.

En France, une voix extrêmement remarquable l'a saluée avec la plus grande vivacité.

Aux Etats-Unis, il a été sérieusement discuté.

Certains journaux ont critiqué le fait que le vaincu fasse de telles propositions au vainqueur.

Le fait que la proposition d'une nouvelle construction audacieuse de la politique étrangère émane d'un pays vaincu semble être l'une des causes de la froideur de l'accueil. Il convient de noter ce moment psychologique, qui joue certainement un rôle important : La guerre chaude de 1939-1945 est certes terminée, mais la guerre froide bat son plein, avec des fronts modifiés. Personne ne sait encore quelle sera la fin. Qui devra encore s'ajouter aux vaincus en tant que vaincus ?

Ma proposition est née de ma profonde conviction que si l'on laisse les choses se dérouler comme elles l'ont fait jusqu'à présent, une immense catastrophe se produira un jour.

L'opposition entre les États-Unis et l'Union soviétique ne s'est pas atténuée, elle s'est aggravée à vue d'œil.

Discours d'Acheson.

Le rapport de force entre les deux grandes puissances n'est pas clairement établi.

La force de l'Europe joue un rôle décisif dans l'évaluation de ce rapport de force.

Si la Russie soviétique reconnaît elle aussi clairement que la plus grande force est clairement de l'autre côté, on peut espérer une paix réelle. C'est sur cette constatation que reposent le plan Marshall, les organisations qui en découlent, le Conseil de l'Europe, le Pacte atlantique.

Le plan Marshall s'achève sans que la reconstruction économique et la nécessaire unité économique de l'Europe ne soient assurées.

Le Conseil de l'Europe (dont la construction a été défectueuse dès le départ) est resté jusqu'à présent à l'état embryonnaire.

Le pacte atlantique démarre.

L'Angleterre est politiquement inhibée par l'absence d'élections.

La France et l'Italie ont des partis très forts qui sont de l'autre côté.

Ce qui est particulièrement important : les relations entre la République fédérale d'Allemagne et la France se sont visiblement détériorées. On se heurte sans cesse à la volonté de la France de retarder l'intégration politique et économique de l'Allemagne

ou de lui créer des difficultés.

L'attitude de la France dans la question de la Sarre - indépendamment de tout point de vue objectif, il était tout à fait superflu que la France conclue les conventions sur la Sarre précisément à ce moment-là - a rendu les relations entre la France et l'Allemagne extrêmement froides.

Il y a un risque de stagnation.

Il faut faire un pas en avant décisif - un journal parle d'une fuite en avant -, sinon l'évolution restera bloquée. Le sort de l'Europe et la question de la liberté dans le monde s'en trouveraient peut-être décidés.

La conclusion de l'Union franco-allemande doit être ce pas décisif, cette fuite en avant.

L'Union doit d'abord se limiter à un territoire bien délimité. Je pense d'abord à une union douanière et économique. Je pense qu'il est nécessaire de créer un parlement commun qui serait élu de manière appropriée par les parlements français et allemand. Face à ce parlement commun, il faudrait des organes gouvernementaux communs. J'attire l'attention sur l'Union douanière allemande et le Parlement douanier allemand. J'attends beaucoup du travail commun des personnalités dirigeantes des deux pays et de la responsabilité commune. (Psychologiquement, effectivement, obligation d'évoluer, satisfaction du sentiment de sécurité français, création de l'unité économique nécessaire comme l'exige l'OECE, lien solide de l'Allemagne avec l'Ouest, arrêt de l'idée nationaliste en Allemagne...).

Influence sur le Conseil de l'Europe : les deux pays souhaitant affirmer et développer le Conseil de l'Europe, les oppositions entre la France et l'Allemagne étant éliminées, l'union France-Allemagne aura un effet favorable.

Influence sur les autres pays européens : l'adhésion d'autres pays est la bienvenue, notamment celle de l'Angleterre, de l'Italie et des pays du Benelux. C'est peut-être de cette manière que le Conseil de l'Europe évoluera vers une véritable union européenne.

Tirer d'autres matériaux des Conventions de la Sarre.

La stabilisation de l'Europe est décisive pour l'ensemble de la politique mondiale, d'où le soutien de l'Amérique.

Impression profonde sur la zone orientale et les pays satellites.

L'Europe est un nouveau facteur politique.